

Conférence de presse de lancement des « Etats généraux des Migrations » –

21 novembre 2017

Intervention Emmaüs International

Les « Etats Généraux des Migrations » est un processus que nous lançons aujourd'hui. Depuis plusieurs mois, des centaines d'acteurs locaux et nationaux en France présents sur le terrain aux côtés des migrants, demandent :

- un changement radical de la politique migratoire française et européenne
- la mise en place d'une véritable concertation de la société civile, associant l'ensemble des ministères, car il n'est pas normal que le ministère de l'Intérieur soit le seul en charge de cette question qui concerne aussi les ministères du Travail, de la Santé, du Logement,...

Nous avons fait ces demandes en juin par courrier adressé à M. Macron et signé par 470 organisations. Nous les avons renouvelées lors d'une rencontre avec deux conseillères de l'Élysée (en juillet). Aucune suite n'y a été donnée.

Dans le cadre du projet de loi « immigration et asile », des rencontres avec quelques organisations ont eu lieu au ministère de l'Intérieur, au niveau du cabinet ou de Mme Gourault, la ministre déléguée. Ces réunions ne sauraient constituer le début de la démarche de concertation que nous appelons de nos vœux.

Or depuis 6 mois que le nouveau gouvernement est en place, force est de constater que la politique à l'œuvre repose sur une volonté de tri entre migrants, et le plus en amont possible voire même largement en dehors des frontières de l'Europe. Le but évident est d'en exclure une grande majorité du droit de séjour en France. Cela passe aussi, sur le territoire national, par une chasse aux migrants et un harcèlement accru des citoyens et associations qui sont à leurs côtés.

Face à l'absence de réponse du président de la République et du gouvernement à notre appel pour une concertation, nous avons décidé de lancer les Etats Généraux des Migrations pour construire là où les politiques migratoires détruisent:

- construire un contre-pouvoir rassemblant autant d'acteurs de la société civile que possible pour dénoncer les situations inacceptables qui ont cours sur le territoire français et se mobiliser par rapport au prochain projet de loi du gouvernement.
- construire des propositions pour démontrer qu'une autre politique migratoire est possible et ouvrir un espace où la voix des migrants soit enfin écoutée
- construire un mouvement d'opinion pour s'opposer à une vision erronée, culpabilisante et trop souvent xénophobe des migrations et des migrants

Le rassemblement large au sein des EGM démontre que des dizaines de milliers de citoyens en France pensent différemment la question migratoire, de façon tout simplement humaine.

Leur travail sur le terrain démontre quotidiennement la dangerosité et l'inhumanité des politiques actuelles

Nous sommes des dizaines de milliers, notre voix doit être entendue.

En résumé, les acteurs engagés dans ces Etats Généraux des Migrations se sont mis en ordre de marche pour :

- dénoncer l'inacceptable, les politiques à l'œuvre aujourd'hui et celle envisagée par le gouvernement avec un nouveau projet de loi immigration ; l'impasse et le coût humain insupportable du Règlement européen Dublin III
- exiger en urgence le respect des droits fondamentaux et l'inconditionnalité d'un accueil dignes des personnes migrantes,
- organiser des consultations dans tous les territoires en France afin de faire remonter notre vision et nos propositions pour une politique alternative empreinte d'humanité et de respect de la dignité

Des premières concertations décentralisées seront organisées dans les prochaines semaines, notamment à l'occasion de la journée internationale des migrants le 18 décembre prochain.

Nous nous retrouverons pour une première session nationale des Etats Généraux des Migrations au printemps 2018, afin de rendre visible nos travaux.